



Lettre d'information

Appui à la Coopération Transfrontalière au Sahel (ACTS)



Dans un contexte sécuritaire complexe, le projet ACTS a avancé de façon significative sur plusieurs axes de travail et le calendrier de la programmation 2016 est bien avancé. L'évènement majeur à venir est le séminaire régional de restitution qui se tiendra les 30 et 31 mai prochains à Ouagadougou, ville siège de l'Autorité pour le Développement intégré du Liptako Gourma. Cet important séminaire, organisé un peu plus d'un an après le séminaire de lancement du projet à Paris sera d'abord l'occasion de présenter la synthèse de l'ensemble des évaluations de terrain conduites par les équipes ACTS et leurs partenaires africains, français et internationaux, ainsi que les 'concept notes' détaillant les projets d'ampleur identifiés au cours de la phase d'audit. Le séminaire sera aussi l'occasion de rendre compte du lancement des premiers microprojets financés par le Fonds d'appui aux initiatives de coopération transfrontalière mis en place par la France.

Le projet d'Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS), lancé officiellement en février 2015 à Paris par la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) avec la collaboration de la Direction Générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM), s'appuie sur 3 grands principes : le continuum sécurité-développement, l'approche *bottom up* - pour mieux tenir compte des besoins réels des populations - et la dimension partenariale d'un « wikiprojet ». Pour mettre en œuvre ces principes, une importante phase d'étude-diagnostic a été lancée, dans les capitales et dans les zones frontalières, orientée vers des sujets de sécurité et de développement, avec le concours de partenaires nationaux et internationaux. Des comités de suivi nationaux du projet ont été instaurés au Mali, au Burkina Faso et au Niger, dont la présidence est confiée aux ministres de l'intérieur des trois pays concernés : le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Un fonds de soutien aux initiatives de coopération transfrontalière a également été mis en place auprès de l'Autorité pour le développement intégré du Liptako Gourma, autorité administrative qui héberge l'équipe ACTS à Ouagadougou, dans le but de mettre en œuvre des projets à impact rapide dans les zones ciblées.

Finalisation de la phase d'audit

Dans le cadre de l'évaluation « capitales », le Préfet Bertrand Cadiot désigné par l'opérateur Expertise France en charge de l'audit a effectué une mission à Ouagadougou du 14 au 18 mars 2016. Reportée suite aux événements survenus au Burkina Faso et dans l'attente de l'installation des autorités élues, celle-ci s'est déroulée dans les meilleures

conditions. Elle clôt la phase de diagnostic qui aura vu l'expert se déplacer précédemment à Niamey puis Bamako.

Une opération de consultation des populations dans la zone de rencontre des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a été mise en œuvre en parallèle. Son objectif initial était de recueillir la perception des populations sur les questions sécuritaires, leurs rapports avec les services de l'Etat (notamment les forces de sécurité intérieure) et leurs visions des priorités de développement de la région. Cette mission, confiée au Laboratoire Citoyenneté, Institut de recherche en sciences sociales burkinabè, s'est achevée le 25 mars. Se déroulant en zone difficile, répertoriée comme zone rouge par le Centre de crise du ministère français des Affaires étrangères et du Développement International, elle a bénéficié d'une escorte de Barkhane accompagnée, au Burkina Faso et au Niger, de forces militaires locales.

Plusieurs audits thématiques ont pu être conduits en parallèle, en matière de santé et d'agropastoralisme en particulier, avec la conduite d'une étude d'actualisation des circuits de transhumance et axes commerciaux dans la région du Liptako Gourma par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Atelier Dori

L'ensemble des audits a fait l'objet d'une première restitution dans la ville de Dori, dans la région burkinabè du Sahel, les 27 et 28 avril, dans le cadre d'un atelier de travail autour des questions de développement et de sécurité des zones frontalières investiguées.

Plus de cents participants, pour la grande majorité représentants des administrations déconcentrées (Forces de Sécurité Intérieur, autorité administrative, douanes, etc.), un grand nombre de collectivités, notamment les membres du C3Sahel, mais également les principaux partenaires techniques du projet (OIM, DDG, UEMOA, PNUD, UNCDF, GIZ, etc.), ont travaillé à la définition des grandes priorités en matière de développement et de sécurisation des espaces frontaliers de la sous-région. Les conclusions de cet atelier serviront utilement les partenaires techniques et financiers, et en particulier l'opérateur Expertise France, dans la conception de projets structurants pour le Liptako Gourma.

Il est à noter que cet atelier a été l'occasion de la première concrétisation d'un partenariat naissant entre ACTS, les agences du PNUD au Niger et au Burkina Faso, et l'UEOMA, ces derniers ayant contribué financièrement à cette opération.

Fonds de soutien aux initiatives de coopération transfrontalière

Pour soutenir des actions de développement dans la région du Liptako Gourma au profit des populations locales frontalières, le projet ACTS a mis en place, en partenariat avec l'autorité du Liptako Gourma (ALG), un Fonds d'appui aux initiatives de coopération transfrontalière. Ce dispositif, d'un montant de 500 000 euros, fixe deux objectifs : formuler des projets structurants en vue de mobiliser les bailleurs et de financer la mise en œuvre de microprojets de développement transfrontaliers. Un appel à projets a été élaboré et a été diffusé sur le site internet de l'ALG ainsi que sur ceux des Ambassades de France concernées. Le caractère transfrontalier sera le fil conducteur des projets proposés, et ce, quelle que soit la thématique d'intervention (accès des populations aux services sociaux de base, préservation des ressources naturelles, sécurité des populations, prévention des conflits intercommunautaires, etc.). Les demandes de financement peuvent être adressées à appelprojetsalg@gmail.com.

Projets thématiques

Dans le domaine de la santé, en 2015, le Médecin Général Inspecteur Sylvie Faucompret a réalisé, à la demande de la DCSD, un diagnostic sanitaire du Liptako Gourma. Ce travail a abouti à l'identification de six pistes de projet. L'un d'entre eux pourrait déboucher sur un projet dédié à la mise en place d'un système de transport transfrontalier entre Dori (Burkina Faso) et Tera (Niger).

Dans le domaine de l'énergie, la coordination ACTS s'est mise en relation avec la fondation ENGIE qui développe des solutions d'électrification solaire en

zone rurale. Celle-ci bénéficiera d'une étude lancée par l'ALG, sur financement de la banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), qui vise à identifier 300 zones rurales prioritaires dans le Liptako Gourma.

Séminaire de restitution de Ouagadougou

La synthèse des différents audits réalisés dans les capitales, les zones périphériques, ainsi que sur le pastoralisme et la santé, sera présentée lors de ce séminaire régional, les 30 et 31 mai. EF y présentera plusieurs « concept notes » de projets sur les thèmes de la sécurité, des douanes, de la justice et du développement, qui pourraient être pris en charge soit par les bailleurs invités au séminaire, soit par le Fonds fiduciaire de l'UE (FFU). Des contacts réguliers avec la Commission européenne et les DUE locales ont été pris tout au long de l'année pour mieux préparer cette échéance. Le prochain guichet Afrique de l'Ouest du comité de sélection du FFU (juin-juillet) est spécifiquement visé par les équipes ACTS, après consultation de l'administrateur du Fonds, M. Roland Sourd.

Contribution canadienne au projet ACTS

Pour mieux anticiper sur les partenariats techniques et financiers pouvant être mis en œuvre à l'issue du Séminaire de Ouagadougou, plusieurs actions conjointes ont déjà été planifiées avec des Etats partenaires. C'est le cas du Danemark, qui a abondé à hauteur d'1 million de couronnes un fonds de concours mis en place par la DCSD, dans le cadre d'une stratégie de soutien aux Gardes Nationales des pays du Sahel. C'est le cas aussi du Canada, qui avait fait part dès le lancement du projet de son intérêt à concourir à la dynamique « ACTS ». Cette volonté s'est matérialisée en janvier 2016 par la signature d'un protocole qui a donné lieu à la dotation d'une contribution de 500 000 dollars.

La plus grande partie de ce financement est consacrée, au Burkina Faso, à la construction et à l'équipement (mobilier et véhicules roulants) de deux postes de police frontaliers aux frontières nigérienne et malienne. Des formations aux bénéficiaires des agents qui seront affectés à ces postes sont également prévues.

La vocation du projet ACTS étant d'agir sur le continuum sécurité-développement, sont également prévues des activités spécifiquement dédiées aux collectivités locales. Une formation d'élus et de cadres locaux permettra ainsi de renforcer les coopérations décentralisées existantes entre les trois pays ACTS.

C'est dans ce sens que l'équipe ACTS poursuit son travail de recherche de partenaires. Le séminaire de Ouagadougou des 30 et 31 mai constituera à cet égard une étape déterminante.